

La RIPOSTE plus que jamais NECESSAIRE

« Faire barrage à l'implantation du Front national dans le syndicalisme ».

Dans ce document de 34 pages produit par le secteur Espace vie syndicale de la CGT (Juillet 1996), le syndicat fait le point à la veille de l'été sur l'implantation du Fn « dans les administrations et les entreprises publiques et privées » où « il a lancé une grande offensive ». « L'urgence est de stopper le processus » affirme d'emblée la CGT. Le jugement du 7 juin 1996 du tribunal de Nanterre qui fait interdiction au Fn-RATP d'utiliser le sigle RATP et lui refuse la qualité de syndicat professionnel « constitue un élément nouveau et un formidable point d'appui pour faire barrage à la création et obtenir la disparition de ces faux syndicats dont la CGT dénonce et combat l'implantation par tous les moyens de l'action syndicale ».

« La stratégie du Fn ne doit rien au hasard et tend à se généraliser conformément aux directives du parti » ajoute la CGT qui souligne cette « ambition de se déployer dans le champ social et syndical s'inscrit dans la perspective des législatives de 1998 et plus particulièrement dans des élections prud'homales de 1997 pour lesquelles le Fn entend bien présenter des listes syndicales dans les collèges salariés et employeurs pour conquérir une représentativité nationale, consolider son ancrage populaire, dans les entreprises, comme dans la vie publique ». Analyse appuyée par les scores de FN locataires où dans les 35 villes tests le Fn « arrive souvent en deuxième ou troisième position allant jusqu'à 29 % comme à Montargis (Loiret) » « Ces pseudos syndicats n'ont rien de social ni de syndical » poursuit le document qui cite à plusieurs reprises les dirigeants du Fn et

dénonce les attaques antisyndicales des mairies tenues par le Fn et de celle de la ville de Nice et le double langage en matière sociale du Fn dont le programme est « une véritable machine de guerre ».

Enfin « si combattre et faire reculer les idées et l'emprise du Fn sur la vie sociale et syndicale n'est pas bataille facile...il s'agit d'un problème grave qui demande d'agir dans l'urgence et dans la durée », Et après avoir indiqué quelques pistes d'action ajoute « le syndicalisme est placé devant ses responsabilités pour relever le défi de la solidarité, des espoirs de lutte, de rassemblement pour le progrès social, la citoyenneté ».

QUATRE PAGES

Le quatre-pages (supplément à Ras l'front n° 40 sept/oct. 96 - 2f.) consacré à la question sociale et le Fn et la riposte syndicale a été édité à 20.000 exemplaires. Des exemplaires ont été adressés aux syndicats et confédérations avec qui nous sommes en contact leur proposant de nous en commander au prix de 1F. l'exemplaire. Nous invitons tous les collectifs à faire de même avec les structures syndicales avec lesquelles ils sont en contact.

La FSU « contre le racisme et le fascisme ».

C'est le titre du texte qu'a adopté à l'unanimité le Conseil Fédéral National de la FSU (Pour Info 23/27 sept 96) où l'on relève : « La volonté du Front National de renforcer son influence dans le monde du travail (salariés, chômeurs...) rend indispensable une riposte syndicale spécifique. Déjà, à l'initiative de Ras l'front, existe une pétition nationale de syndicalistes contre le Fn. La FSU se prononce pour la création d'un comité de vigilance syndicale unitaire visant en particulier à contrer toute initiative du Fn, dans le monde du travail, sous couvert de pseudo-

syndicats (création d'un syndicat dans l'Education Nationale) ». Le texte dénonce aussi « l'idéologie fasciste du Fn » qui s'exerce dans les lieux de culture, comme à Orange.

Article suit dans le prochain « Ras l'front »

National Hebdo, face à la rentrée sociale,

annonce « la rentrée des étrillés ». Pour l'hebdo fasciste « les mécontents sont légions » et s'interroge « si le scénario de fin 1995 va se renouveler ».

Pourtant, constate Nh, « aucun danger sérieux ne menace Juppé ». « Jamais les syndicats n'ont été si divisés », « Les syndicats proposent, les salariés disposent » insiste Nh qui dénonce « le soutien des confédérations aux clandestins de St Bernard au mépris des millions de chômeurs et nécessiteux français ». Dans le même temps « le soutien des syndicats aux salariés victimes de fermetures d'entreprises apparaît confus, abandonné aux seuls éléments régionaux et locaux ». Situation « très volatile et explosive » conclut Nh...

FN - PENITENTIAIRE.

Début juillet, une lettre du Fn (coordination des actions catégorielles) a été adressée à des employés du secteur pénitentiaire pour leur proposer de participer à la création prochaine du « Front national Pénitentiaire », qui serait parrainé par F.n. Police et « regroupera les personnels pénitentiaires de tendance nationale ».

Le 10 septembre les statuts de Fn-Pénitentiaire ont été déposés à Fabrèges (Hérault). Le bureau est présidé par Damien Francés et le trésorier Jacques Villa, qui se présentent respectivement comme ancien militant de la CGT et de la CFDT. Les syndicats de ces deux confédéra-

tions ont dénoncé cette création et entendent enclencher d'éventuelles poursuites judiciaires. L'UFAP, l'USP (autonomes) et FO, majoritaires aux élections professionnelles ont refusé de s'associer à cette démarche « pour ne pas faire de publicité au nouveau syndicat » (sic l'USP). Ajoutons enfin que FN-RATP a décidé de se transformer en FN-Transports en commun (FN-TC).

FN-Transports lyonnais reconnu en justice.

Le 11/9/96 le TGI de Lyon a débouté la direction de la Société lyonnaise de transports en commun (SLTC), soutenue par la CFDT, qui contestait la qualité de syndicat au FN-Transports lyonnais (FN-TL). Dans ses attendus le tribunal précise que « la volonté évidente des salariés d'une entreprise de s'inspirer d'une idéologie politique pour la solution des problèmes professionnels (...) n'est pas contradictoire » avec le Code du travail. La CFDT pourrait faire appel de cette décision.

Rencontre RLF - FCPE (nationale) du 27/9/96 et rencontre RLF - CDPE (FCPE Paris) du 9/9/96.

Le CDPE fait part de plusieurs courriers témoignant de la multiplication de propos racistes et antisémites tenus dans les écoles et note une « dérive inquiétante des comportements de certains adultes ».

Le CDPE s'inquiète de l'offensive menée par un des cercles du FN, le MEN, particulièrement dans le 15ème arrdt., où des tracts ont été distribués dans les boîtes aux lettres et une réunion publique organisée en juin dernier.

Il souhaite suivre de près l'activité du FN dans la perspective des élections aux conseils d'école et d'établissement (11 et 12 octobre sur lesquelles nous reviendrons dans le prochain numéro d'ISA) : présentation de listes MEN, entrisme dans la PEEP ou la FCPE, listes d'associations « locales » ?

RLF communique au CDPE un dossier sur le programme du FN en matière d'enseignement et d'éducation. Des infiltrations des associations de parents « autonomes » auraient été décelées.

La Lettre de la Famille et l'Ecole n° 120 13/6/96 (FCPE). Extrait :

Le CA du 8 juin a longuement abordé ce problème (le Fn N.D.L.R.) qui revêt pour nos administrateurs un caractère d'urgence ; on ne peut tolérer dans nos rangs, a fortiori aux postes de responsabilité, des membres du FN [...]. Il reste à réfléchir sur les modalités d'une initiative d'exclusion de ces personnes, en fonction de nos règles statutaires et en évitant de dériver vers une opération « chasse aux sorcières ».

Liaisons laïques suppl. 1 n°223 septembre 96 (CDPE : FCPE Paris). Extrait :

Le CA du 29 Août a voté à l'unanimité une résolution appelant à la vigilance face à l'entrisme du FN dans l'Ecole, dénonçant le MEN, rappelant les valeurs et les statuts de la FCPE, demandant aux responsables locaux d'être particulièrement vigilants lors des adhésions à la FCPE.

A LIRE : LA TRIBUNE DE L'IMMIGRATION

mai 1996 (journal C.G.T. du secteur migrant)

Ce numéro rend compte de la 8ème conférence de la C.G.T. sur l'immigration qui s'est tenue les 4 et 5 avril 1996.

Tant dans le rapport introductif de G. Chemouil que dans les débats, l'accent a été mis, au delà des difficultés propres aux travailleurs immigrés, sur la montée du F. N., ses tentatives d'implantation syndicale, le racisme en général mais aussi dans la C.G.T., l'arsenal législatif répressif (lois Pasqua mais pas seulement) et son impact sur la société.

En conclusion la conférence fait une série de propositions à la C.G.T., parmi lesquelles on relèvera : l'appel à des débats sur ces questions dans toutes les structures syndicales, une meilleure prise en compte de ces thèmes dans la formation des militants, l'approfondissement du soutien aux sans papiers, la mise en place de collectifs contre les lois Pasqua-Toubon-Debré regroupant syndicats et associations dans la perspective d'une manifestation nationale pour leur abrogation.

LE PAYSAN NATIONAL

supplément à National hebdo (automne 96 - F. 10), diffusé en kiosques et libraires.

Cette publication, éditée par le Cercle national des paysans, expose, sur 8 pages, les analyses du Fn en matière d'agriculture. A noter que Le

Pen qui y signe un édito, dénonce « le libre-échange qui a contaminé les bovins (maladie de la vache folle ndlr) » caractérisé comme « l'idéologie de la mort » ou encore comme « la prison échangiste ».

L'UNIOPSS (Union Nationale Inter-fédérale des Organismes Privés Sanitaires et Sociaux) inquiète des menaces qui pèsent sur les associations à Orange

(Actualités Sociales Hebdomadaires 13.09.96). « Depuis l'accession à la mairie d'une équipe municipale à majorité Fn (...) outre que les trois centres sociaux se sont vu supprimer la subvention municipale, une autre association, l'OPAR (Orange, Prévention, Accueil, Réinsertion), qui depuis dix ans accueillait et tentait de réinsérer des personnes très marginalisées », a du mettre la clé sous la porte et licencier 12 personnes (...) D'autres structures comme la régie de quartier et l'association support du plan local d'insertion par l'économique ayant du déposer leur bilan ou, comme la mission locale pour l'emploi des jeunes, réduire leur activité L'UNIOPSS réclame « que les collectivités locales concernées prennent le relais financier de la ville d'Orange ».

Informations Syndicales Antifascistes (I.S.A.) est édité par la commission syndicale de Ras l'front :

Ras l'front

commission syndicale

BP 87 75561 Paris cedex 12

tel : 42 43 22 00

fax : 42 43 23 63

imprimé par nos soins